

CONSULTATION PUBLIQUE DE LA CRE N°2017 - 003

SUR LE PROJET D'ARRÊTÉ FIXANT LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE CALCUL DE LA CONTRIBUTION DUE AU GESTIONNAIRE DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, MENTIONNÉE AUX ARTICLES L.342-6 ET L.342-8 DU CODE DE L'ÉNERGIE

Question 1 : *Quelle est votre position sur l'indication de l'emplacement du coupe-circuit principal individuel (CCPI) dans la définition de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionné dans l'exposé des motifs de l'article 2 du projet d'arrêté ?*

Constat : l'opération de raccordement de référence est une définition simple dont la déclinaison pratique (le barème de raccordement) fait l'objet d'interprétations locales multiples qui conduisent la CCU à des contributions indues. Sur la thématique CCPI exclusivement, la réalité vécue est plurielle :

- à l'occasion de la PTR, le CCPI est arbitrairement situé au milieu de la limite parcellaire bordant le domaine public, au risque de provoquer une extension de réseau à charge du demandeur ou de la CCU.
- lorsque le CCPI (ou son équivalent) existe dans les règles de l'art, le demandeur peut devoir s'acquitter d'un raccordement « complet » comprenant une liaison théorique en domaine public (liaison A) et un branchement privatif (liaison B).
- à la réalisation, le CCPI peut être placé en domaine privé (!) ou sur le domaine public à plusieurs mètres de la parcellaire à desservir;

Problématique : l'harmonisation des pratiques est possible si la position du CCPI échappe au pouvoir discrétionnaire du GRD (*l'opération de raccordement n'est pas contrainte pour l'emplacement du CCPI*) ou du demandeur (*l'opération de référence prend en compte l'emplacement du CCPI*) pour s'inspirer de la Norme et de la définition de l'article 2 :

- Norme C 14-100, article 5-1-2 : accessible depuis le domaine public, le CCPI est posé en limite de parcelle à desservir;
- Article 2, dernier alinéa du projet d'arrêté: le CCPI doit se trouver au plus près du réseau existant dans des conditions techniques et administratives réalisables.

Proposition 1 (question 12) : à partir des impératifs réglementaires et normatifs susvisés, la proposition consiste à distinguer:

- *Cas général (ou de référence):* après avoir emprunté de façon réaliste la distance la plus courte entre le réseau existant et la parcelle à desservir, la solution de référence fixe le CCPI à la limite parcellaire la plus proche du réseau existant et en limite du domaine public.
- *Première déclinaison :* si, au vue de l'étude et en l'absence d'indication d'emplacement du CCPI au plan-masse, le demandeur ou la CCU souhaite une modification de cet emplacement de référence, le surcoût est à la charge de l'auteur de la demande.
- *2^{ème} déclinaison :* si le CCPI est mentionné dans le plan-masse, le GRD signale au demandeur et/ou à la CCU l'éventuel surcoût que sa position représente par rapport à la solution de référence (cas général).
- *3^{ème} déclinaison :* le GRD conserve la faculté de disposer « intelligemment » le CCPI. Le surcoût est alors à la charge du GRD.

A noter qu'en cas d'extension de réseau imputable à la CCU, la contribution du demandeur doit se limiter à la liaison B uniquement, le CCPI ayant été déjà financé par la CCU (voir point 2 du constat susvisé).

Question 2 : *Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?*

Telle que nommée, l'opération de raccordement intelligente laisse supposer que la solution de référence ne l'est pas, ce qui serait injuste pour la plupart des barèmes de raccordement existants!...

Les deux premières propositions mentionnées dans l'article 3 relèvent de *l'intelligence d'exploitation*. On peut néanmoins douter que les utilisateurs (consommateurs-producteurs notamment) soient nombreux à s'acquitter du surcoût généré par cette solution dite « intelligente » en ce qu'elle profite d'abord à l'exploitant.

La 3^{ème} proposition s'inspire de *l'intelligence discriminante* en ce qu'elle subordonne la rapidité d'accès au réseau au pouvoir de l'argent. On peut douter que l'égalité de traitement des usagers sorte renforcée de la proposition. Elle doit être abandonnée.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la modulation des délais d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement, mentionnés à l'article 8 du projet d'arrêté ?

Dès lors que le GRD bénéficie d'un régime d'exception temporaire (visé à l'article 12) couvrant les 2/3 de la période de validité de son barème, le dernier alinéa de l'article 8 est sans intérêt.

Afin de garantir l'efficacité dudit article 12 et la performance calendaire du GRD dans l'instruction des demandes, le dernier alinéa de l'article 8 doit être modifié de façon que le nouveau barème s'applique sans effet rétroactif sur les demandes de raccordement antérieures à sa date d'entrée en vigueur.

NOTA : un barbarisme au 2^{ème} alinéa du même article.

Question 5 : Quelle est votre position sur les exceptions temporaires sur devis, limitées à deux ans, qui sont l'objet de l'article 12 du projet d'arrêté ?

Avant leur application au fil de l'eau, les exceptions temporaires sur devis visées à l'article 12 mériteraient d'être communiquées pour information aux organisations représentatives des utilisateurs et des AODE (voir article 5).

Les logiques d'économie proposées par le législateur (ou le Pouvoir Réglementaire) sont ignorées dans le corps de l'article. Or, elles peuvent exister. A titre d'illustration, la généralisation de LINKY rend inopérant le câble de télé-relevage mentionné dans la Norme C 14-100. L'économie générée par sa suppression n'est pas répercutée sur le demandeur...

La réversibilité de l'exception temporaire mériterait donc d'apparaître.

Question 10 : Êtes-vous favorable à un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité la collectivité en charge de l'urbanisme, lorsque cette dernière est redevable d'une contribution au titre des ouvrages d'extension selon les dispositions de l'article L.342-11 du code de l'énergie ?

Si l'encadrement de la relation entre le GRD et la CCU a « pour objet d'établir des modalités d'échanges propres à assurer la bonne information des CCU », il faut couvrir l'ensemble du processus de traitement des actes d'urbanisme, depuis sa phase amont jusqu'au contrôle des ouvrages de façon que la CCU s'y retrouve:

I/ En phase amont : l'encadrement financier :

Constat : hors communes de plus de 100.000 habitants ou de la banlieue parisienne, la CCU ne connaît pas le zonage dans lequel le GRD la classe. Les notions de communes rurales et agglomérations figurant au barème du GRD historique s'inspirent des unités urbaines et non des aires urbaines, comme mentionnées à l'article 4 du présent projet. Il s'ensuit qu'une CCU très rurale peut être classée en zone 2 ou 3 (+ 100 000 habitants) et une commune urbaine de 9 999 habitants en zone 1 réservée aux communes rurales.

Proposition 2 (question 12): sans remettre en cause fondamentalement les équilibres technico-financiers retenus par le GRD depuis 2007, il est proposé de retenir comme outil de zonage mentionné à l'article 4 du projet d'arrêté, la densité de population communale, hors territoires métropolitains au sens de la loi MAPTAM dans lesquels le zonage serait directement négocié entre la Métropole AODE et le GRD.

II/ En phase d'instruction préalable : la coopération technique

Constat : la CCU doit pouvoir apprécier la situation des réseaux en amont des autorisations d'urbanisme :

- *PLU* : connaissance régulière et actualisée de la situation électrique des réseaux (postes compris) et de leur cartographie.
Les AODE, dont les CCU sont invariablement membres, pourraient utilement être mobilisées.
- *Certificats d'Urbanisme* : à ce stade prévisionnel, la CCU a besoin de savoir si la parcelle est desservie, raccordable (longueur et estimation sommaire de l'extension à prévoir), ou si le projet influence la qualité des réseaux.

Proposition 3 (question 12) : c'est donc au cours de cette courte période d'instruction que les orientations stratégiques de la CCU et du GRD peuvent être définies en transparence et coopération :

- avec le concours du GRD (qui délivre un état des réseaux et une estimation financière indicative et non contractuelle), la CCU est en capacité d'organiser par anticipation la contribution due au GRD.
- l'échange d'informations permet au GRD de disposer d'une vision dynamique de son réseau en termes d'adaptation et/ou de renforcements futurs, et de préciser les volumes budgétaires à consacrer en N+1 sur le développement et le renforcement des réseaux dont il a la charge exclusive (cf. incompréhension au 2^{ème} alinéa de la page 29 de la consultation, dernière phrase, impropre au regard de l'article 71 de la loi 2010-788).

Mis en œuvre dans plusieurs secteurs géographiques où l'AODE est maître d'ouvrage des travaux de raccordement (extensions ou extensions/ branchements) sur son territoire, le dispositif esquissé ci-dessus contribue à satisfaire totalement l'attente du demandeur selon les besoins de la CCU et du GRD.

III/ En phase opérationnelle : la coopération décisionnelle

Constat : la phase d'instruction des autorisations d'urbanisme est courte. Elle doit être consacrée à la décision des parties de faire ou de ne pas faire :

- pour la CCU : refuser le permis de construire ou d'aménager, accepter la contribution pressentie à l'amenée des réseaux,...
- pour le GRD : répondre dans les délais réglementaires, réaliser l'extension,...

Proposition : voir proposition N° 1 (question 1).

IV/ En phase terminale : le contrôle des ouvrages.

Constat : les formules de coûts simplifiées telles que décrites à l'article 10 du présent projet d'arrêté ne permettent pas à la CCU de vérifier que l'opération de raccordement qui lui est facturée correspond :

- à la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement d'une part,
- à la réalité des ouvrages effectivement construits d'autre part (situation vérifiée régulièrement en cas de demande de raccordement mixte consommateur-producteur).

Proposition 4 (question 12) : sauf à remettre en cause les formules de coûts précitées, la légitimité de l'information de la CCU ne saurait être systématique. A minima :

- elle pourrait être synthétisée à l'échelle de l'AODE au travers du CRAC qui mentionnerait le bilan financier entre prix facturés des opérations de raccordements et coûts des ouvrages réalisés dans le périmètre de facturation.
- A défaut de retenir cette suggestion, le Comité du Système de la distribution publique d'électricité mériterait d'apparaître au 3^{ème} alinéa de l'article 9 dudit projet d'arrêté.

Question 11 : Pour l'encadrement de cette relation, considérez-vous que doivent être modifiés : le code de l'énergie, le code de l'urbanisme, et/ou les cahiers des charges de concession ?

Une modification des articles 2, 4, 9, 10 et 12 du projet d'arrêté permettrait déjà d'améliorer substantiellement la relation GRD/CCU avec le concours de l'AODE (articles 9 et 10).

Question 12 : (voir propositions susvisées)